



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Avril 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	9
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	11
SLOVAQUIE.....	14
LITUANIE	17
LETONIE	18
ESTONIE	19
Agenda	20

Focus – situation géopolitique

One Belt, One Road : les relations sino-hongroises se poursuivent

En visite en Chine le 24 avril, le ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce, Péter Szijjártó, a confirmé la poursuite de la pleine **coopération sino-hongroise dans le secteur des transports. La Chine prend part à différents projets ferroviaires en Hongrie dans le cadre du programme One Belt, One Road.** Le ministre a par ailleurs affirmé que la portion hongroise de la ligne Budapest-Belgrade était complétée à 42%. Cet investissement est financé à 85% par la Banque de Chine via un prêt de 1,8Mds\$ à la Hongrie et de 1,3 Mds\$ à la Serbie, les 15% restants étant à la charge des gouvernements hongrois et serbes. P. Szijjártó a indiqué que **le projet de construction d'un oléoduc entre la Hongrie et la Serbie s'inscrirait également dans le cadre de One Belt, One Road.**

La visite de Xi Jinping en Hongrie le 10 mai a confirmé cette coopération. Depuis, **les travaux sur la portion hongroise de la ligne Budapest-Belgrade ont repris.** Ils avaient été interrompus en septembre du fait de soucis de financement et de problèmes dans l'installation de systèmes de sécurité et de signalisation. Les travaux devraient se poursuivre jusqu'en 2026. Par ailleurs, il a été annoncé **que la Chine prendrait part à un projet de construction d'une voie rapide entre l'aéroport de Budapest et le centre-ville.** D'autres projets ferroviaires ont été évoqués, afin de faciliter le transport des productions industrielles de l'est de la Hongrie vers le reste de l'Europe.

Par ailleurs, lors d'une interview, Gergely Jákli, PDG de Paks II, a déclaré **qu'il était possible que des entreprises chinoises se joignent au projet de construction de la nouvelle centrale nucléaire.** P. Szijjarto, a rencontré plusieurs dirigeants de China National Nuclear Corporation à Budapest le 26 avril. Viktor Orban et Xi Jinping ont également eu des échanges sur la coopération nucléaire bilatérale.

Au-delà des visites officielles, **l'entreprise hongroise Acemil a signé un accord de partenariat avec CRRC Zhushou Locomotive, un constructeur de moteurs et de trains de premier plan en Chine.** L'accord prévoit qu'Acemil distribue les moteurs du constructeur chinois ainsi que la mise en place de centres communs dédiés à la production, maintenance, formation du personnel et aux activités de recherche et de développement. Acemil a également signé un accord avec CRRC Shandong, afin d'établir une usine de fabrication de wagons de fret.

China Southern Airlines va lancer des liaisons régulières entre Budapest et la ville chinoise de Guangzhou. Quatre vols hebdomadaires seront disponibles à partir du 27 juin. Guangzhou est une ville industrielle importante, où sont implantées des entreprises telles que BYD, Huawei, ZTE, Sunwoda ou Eve Energy.

Diversification de l'approvisionnement en gaz

Afin de diversifier les approvisionnements en gaz, la ministre slovaque de l'Economie, Denisa Sakova, a rencontré à Bratislava le 10 avril le ministre de l'Economie azerbaïdjanais, Mikayil Jabbarov, pour étudier la possibilité de transit du gaz de la région caspienne vers la Slovaquie. Les débats se sont poursuivis les 6 et 7 mai à Bakou en présence du Premier ministre et de la ministre de l'Economie. Les sujets abordés ont été l'énergie, l'industrie de défense et les technologies de l'information : *« Nous sommes convaincus que nous pourrions établir des contacts et une coopération dans le domaine de l'approvisionnement en gaz de la Slovaquie et de l'Europe centrale et orientale. Les pays voisins tels que l'Autriche, la République tchèque et la Hongrie sont également intéressés. Nous ferons tout notre possible pour importer du gaz d'Azerbaïdjan en Slovaquie et ainsi diversifier les approvisionnements et nous couper du gaz russe »*, a déclaré la ministre. **Le Premier ministre Robert Fico et le président d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev ont signé une déclaration commune sur le partenariat stratégique. Le président Aliyev a rappelé que son pays exportait du gaz dans 8 pays et il espérait que la Slovaquie devienne le 9^{ème}.** Le Premier ministre slovaque a précisé que le gaz azerbaïdjanais devrait passer par le territoire ukrainien, son homologue ukrainien soutenant selon lui ce projet.

Soutien au prix de l'énergie : l'exercice difficile du ciblage des aides

En **Slovaquie**, la Cour des comptes a publié, début d'avril, le résultat de son contrôle des aides énergétiques en 2022-2023. Selon elle, le Ministère de l'Economie a déployé 2,62 Mds€ jusqu'à fin 2023 pour compenser les prix de l'électricité et du gaz aux entreprises (1 Md€) et aux ménages (1,61 Md€). La mesure la plus onéreuse était la compensation des prix du gaz aux ménages (1,24 Md€). La Cour critique l'absence de données préalables pour justifier cette aide et le faible impact économique. Elle recommande ainsi de modifier la législation relative aux procédures de crise du secteur énergétique. Selon elle, il convient de mieux cibler les aides et de les centrer sur les groupes les plus vulnérables pendant une période de temps donnée.

Désormais, la ministre de l'Economie négocie avec Slovenske elektrarne les termes d'un mémorandum concernant le prix de l'électricité des ménages. Le prix de l'électricité hors taxes et prélèvement est de 61,2 € / MWh pour les années 2023-2024. Le prix devrait augmenter à 66,7 €/MWh (+9%) en 2025, à 72,7€/MWh en 2026 et à 79,3 €/MWh en 2027. La ministre veut maintenir les prix au niveau de 2024. Une telle mesure doit être validée non seulement par Slovenske elektrarne, mais également par la Commission européenne.

En **Pologne**, la Diète a adopté **la loi sur les prix de l'énergie et le « chèque énergie »** dans la version proposée par le gouvernement. Le prix de l'électricité pour les ménages au second semestre 2024 sera de 500 PLN/MWh (116€/MWh). **Le chèque-énergie sera une prestation unique en espèces pour les ménages à faible revenu, payable au cours du second semestre 2024. Le montant du chèque dépendra du nombre de personnes dans le ménage. Le montant maximum du chèque sera compris entre 300 et 600 PLN, ou entre 600 et 1200 PLN pour le chauffage à l'électricité.**

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations

Filip Czernicki a été nommé président du conseil d'administration de la société **CPK**.

Le conseil de surveillance de **PKN ORLEN** a élu **Ireneusz Fąfara** au poste de président de l'entreprise. Witold Literacki, qui était jusqu'à présent président par intérim d'Orlen, a été nommé vice-président de la société et premier adjoint de M. Fąfara.

M. **Paweł Poneta** a été nommé président par intérim de la société ElectroMobility Poland, responsable du projet du premier véhicule électrique polonais **IZERA**. Il était précédemment président de Tauron Investissements.

Mme **Anna Januszewska** a été nommée **Directrice Générale de la Protection de l'Environnement**. Mme Anna Ronikier-Dolańska a été nommée adjointe.

Mme **Joanna Piekutowska** a été nommée **Inspectrice Générale de la Protection de l'Environnement**.

Mme **Renata Krzyściak-Kosińska** a été nommée coordinatrice du Ministère du Climat et de l'Environnement en charge de la coopération avec l'UNESCO concernant la forêt de Białowieża.

M. **Piotr Gorzeński** a été nommé président du port de Gdynia.

M. **Alan Aleksandrowicz**, ancien vice-président de la ville de Gdańsk et plus récemment président de l'Agence de développement économique de Gdańsk, rejoint l'équipe du port de Gdańsk. Il devient vice-président du conseil d'administration chargé des finances.

M. **Julian Rotter** a été nommé **président par intérim de l'Office de l'Aviation Civile**.

Le 24 avril le conseil d'administration de **PKP Cargo** a pris la décision de 3 nominations par intérim (pour la période du 26 avril au 25 juillet 2024) : M. Marcin Wojewódka comme président, Mme Monika Starecka – directrice financière et M. Paweł Miłek – directeur commercial.

Financements / PNRR

Le 15 avril la Pologne a reçu son premier décaissement (hors préfinancement RePowerEU) du PNRR, à hauteur de **6,3 Mds€**. Il se compose de 2,7 Mds€ de subventions et de 3,6 Mds€ de prêts.

Les fonds reçus en avril doivent être en particulier affectés au programme de transition écologique « Air Pur » (modernisation des équipements de chauffage), au développement de l'Internet haut-débit dans les zones blanches, aux infrastructures ferroviaires et à leur sécurisation, aux crèches, ainsi qu'aux PME du secteur agricole pour « diversifier et raccourcir les chaînes de valeur agroalimentaires ».

Les **appels d'offres en cours** ou à venir sont listés ici :

<https://www.funduszeuropejskie.gov.pl/strony/o-funduszach/fundusze-na-lata-2021-2027/krajowy-plan-odbudowy/nabory-wnioskow/>

Le 15 avril s'est aussi achevée la consultation publique pour une **nouvelle révision du PNRR**, et le 30 avril le gouvernement a adopté cette révision pour envoi à la Commission européenne.

Selon les modifications apportées, il n'y aura **pas de taxe sur les véhicules thermiques**, ce qui constitue un changement majeur. Au lieu de cela, le gouvernement veut introduire **une prime à l'achat des véhicules électriques**, neufs ou d'occasion, allant jusqu'à 30 000 PLN (7 000 €).

Le document révisé prévoit une **augmentation des subventions** pour les objectifs suivants : sécurité alimentaire et secteur agricole : 600 M€ ; **modernisation thermique** des immeubles d'habitation collectifs : 140 M€ ; soutien pour les hôpitaux de district (dépenses pour les soins de longue durée) : 150 M€ ; **numérisation des collectivités locales** : 127 M€ ; **primes à l'achat des voitures électriques** : 373,75 M€.

Congrès économique européen de Katowice

Le congrès économique européen de Katowice (<https://www.eecpoland.eu/2024/en/>), principale conférence politico-économique de Pologne, s'est tenu ces 7-9 mai, rassemblant 1 200 orateurs lors de 180 discussions thématiques, devant un auditoire (sur place ou en ligne) de 17 000 personnes. Dans le cadre du congrès, plusieurs tables rondes ont été consacrées au secteur du développement durable et **60% des panels étaient dédiés à l'énergie**.

Parmi les plus importantes informations et déclarations concernant les secteurs du développement durable on note que Marzena Czarnecka, ministre de l'Industrie, a annoncé publiquement **trois dates différentes pour la mise en service de la 1^{ère} centrale nucléaire**.

D'après Marta Jarno, directrice du département d'analyse du Ministère de l'Industrie, le contrat social entre le gouvernement et les mineurs est dépassé et **les mines de charbon bénéficient d'aides d'État illégales**.

Jacek Bartminski, vice-ministre des Actifs publics a estimé que le **retard dans la mise en œuvre de la 1^{ère} phase des parcs éoliens offshore** est « d'environ six mois ».

Maciej Lasek, secrétaire d'Etat au Ministère des fonds et de la Politique régionale, et plénipotentiaire du projet de hub multi-transport CPK, a déclaré que la stratégie de **l'aviation civile adoptée à l'automne 2023 par le gouvernement PiS devrait être révisée et donner plus d'importance aux aéroports régionaux**. Maciej Lasek et Mikołaj Wild, ancien PDG de CPK, ont insisté sur l'utilité et le besoin de développer CPK.

Sur le développement de la mobilité durable, Krzysztof Bolesta, vice-ministre du Climat et de l'Environnement, a indiqué qu'1,6 Md PLN (360 M€) dans le cadre du PNRR seront destinés à un nouveau programme du cofinancement de **l'achat des véhicules électriques** par les personnes physiques et les entreprises.

De plus, le Ministère prépare une loi visant à obliger les villes de plus de 100 000 habitants dans lesquelles sont dépassées les limites relatives aux NOx à mettre en place des **zones à faibles émissions**.

Énergie

Fin avril la Diète a adopté une modification de la loi sur les départements de l'administration gouvernementale, qui, entre autres, **transfère** :

- **du Ministère du Climat au Ministère de l'Industrie, la supervision des réglementations relatives à l'énergie nucléaire, au gaz et au pétrole, et**
- **du Ministère du Développement au Ministère du Climat les questions relatives à l'énergie dispersée et aux prosommateurs.**

Le 26 avril, la Commission européenne a publié une évaluation du projet de mise à jour du **Plan national pour l'énergie et le climat** (KPEiK) pour 2021-2030, préparé par le gouvernement polonais.

Bruxelles a identifié les domaines clés dans lesquels le Plan n'est pas en phase avec les objectifs climatiques adoptés par la CE. Les recommandations envoyées par Bruxelles serviront de base à la poursuite des travaux sur le projet.

- **électricité/chauffeur**

La ministre du climat et de l'environnement, Paulina Hennig-Kloska a présenté un nouveau programme de soutien aux investissements dans les **énergies renouvelables pour le chauffage urbain**. Le budget du programme sera de 2 Mds PLN (465 M€), dont 1,43 Mds PLN (332 M€) de subventions et 0,57 Md PLN (132 M€) de prêts.

Les sociétés de chauffage, les collectivités locales et les entreprises municipales pourront demander une aide allant jusqu'à 50 % des coûts d'investissement éligibles. Le Ministère espère que le financement permettra de lancer au moins 325 installations renouvelables d'une capacité d'au moins 898 MWt.

« Cette année, le Ministère du Climat présentera une stratégie pour le secteur du chauffage » a annoncé la vice-ministre Urszula Zielińska. Elle reposera sur 3 piliers : l'efficacité énergétique, les EnR avec un accent sur le stockage de l'énergie, et la transformation numérique.

- charbon

« En raison de l'expiration des contrats de capacité pour les centrales électriques au charbon, Tauron va entamer le processus d'arrêt de production d'électricité dans des unités de 200 MW », a déclaré le PDG de la société, Grzegorz Lot.

- gaz et pétrole

PGNiG Upstream Norway (PUN) a augmenté de 1 Md m³/an (pour atteindre 4 Mds m³) la quantité de gaz envoyée en Pologne à partir de sa propre production en Norvège. Il s'agit de réorienter vers la Pologne les approvisionnements en gaz obtenu dans le cadre de l'acquisition de KUFPEC Norway. À la suite de cette opération, PUN a pris le contrôle d'intérêts dans cinq champs de production : Gina Krog, Sleipner Vest, Sleipner Ost, Gungne et Utgard.

En 2023, la consommation de carburants pour le transport en Pologne a augmenté de 7 % par rapport à 2022, pour atteindre plus de 35,9 M m³, a informé l'Organisation polonaise de l'industrie et du commerce du pétrole (POPiHN) dans son [rapport](#) annuel.

- renouvelables

Les sociétés Equinor et Polenergia ont demandé une décision environnementale pour l'infrastructure de raccordement du parc éolien en mer Baltic I, d'une capacité maximale de 1 560 MW.

L'aéroport de Poznań-Ławica a mis en service une ferme photovoltaïque de 4 MW pour un investissement d'une valeur de 20 M PLN (4,6M€).

- hydrogène

L'opérateur de réseau Gaz-System a commencé à travailler sur **une carte de l'hydrogène** de la Pologne. Le document vise à déterminer l'évolution de la demande et de l'offre futures en hydrogène et à définir le tracé initial des gazoducs d'hydrogène à travers la Pologne.

À cette fin, l'entreprise a lancé une étude dans laquelle les acteurs du marché peuvent faire des déclarations d'intérêt non contraignantes sur l'utilisation du réseau de transport pour acheminer l'hydrogène. La date limite de soumission des enquêtes est fixée au 20 juin, les résultats devant être annoncés au plus tard le 31 octobre 2024.

Le projet "Clean Cities - Hydrogen mobility in Poland" réalisé par Orlen a reçu une subvention de 62 M€ dans le cadre du concours européen "Alternative Fuels Infrastructure Facility". Le financement concerne la construction des 16 stations publiques de ravitaillement en hydrogène, situées dans différentes régions de la Pologne, ainsi que la construction d'une installation verte de production d'hydrogène renouvelable, basée sur l'électrolyse de l'eau alimentée par des sources d'énergie renouvelables.

Environnement

- nuisances olfactives

Le Ministère du Climat et de l'Environnement prépare un projet de loi sur les nuisances olfactives ; la réglementation devrait être prête en 2025, selon les explications du vice-ministre du climat Krzysztof Bolesta. Il n'existe actuellement aucune réglementation dans le système juridique polonais qui définisse de manière exhaustive les principes de la lutte contre les nuisances olfactives. Le premier projet dans ce domaine a été préparé en 2007, mais n'a pas été mis en œuvre. Les gouvernements successifs ont entrepris des travaux législatifs dans ce domaine, sans succès.

- qualité de l'air

Le Ministère du Climat et de l'Environnement a annoncé des changements dans le programme "Stop Smog". Il s'agit notamment d'augmenter à 90 % la part de cofinancement du Fonds pour la modernisation et la rénovation thermique, réduisant ainsi à 10 % la contribution des municipalités. Actuellement, ce rapport est de 70 / 30 %. La législation en la matière devrait être adoptée au cours du troisième trimestre.

Le 18 avril, la Pologne et la Banque Mondiale ont signé un contrat de prêt à hauteur de 250 M€ pour le financement du Programme « Air Pur » (modernisation des équipements de chauffage). De plus, le Ministère du Climat et de l'Environnement indique que 360 M€ du 1^{er} décaissement du PNRR reçu ce 15 avril seront destinés d'ici fin juin à la réalisation du Programme « Air Pur ».

Le 25 avril, le Centre législatif national a publié un projet de règlement du Ministère du Climat et de l'Environnement sur les exigences de qualité pour les combustibles solides. Le document révisé vise à **lutter contre le greenwashing** en introduisant de nouveaux noms pour le charbon qui ne suggèrent pas une pseudo-nature écologique du combustible et n'induisent donc pas les consommateurs en erreur. Par exemple, conformément au nouveau règlement il sera interdit d'utiliser la dénomination "eko-groszek" (eco-boulets) pour la houille concassée, mais plutôt l'appellation "charbon-boulets". Cette disposition constitue l'un des jalons du PNRR, il aurait dû être adopté avant la fin 2022.

- déchets

Une installation de recyclage des plastiques est en cours de construction à Cracovie. L'investissement de la régie municipale de nettoyage (MPO Cracovie) est réalisé en formule "Design and Build".

Transport

- ferroviaire

PKP Cargo a perdu la majeure partie du marché polonais. Il y a 12 ans, le "champion national" avait plus de la moitié du marché, aujourd'hui sa part est d'environ un tiers et PKP Cargo se trouve donc dans une situation très difficile. En 2023, l'entreprise a transporté 82,7 Mt de marchandises, soit une baisse de 17,8% en g.a. Sa situation désastreuse est due avant tout à sa décision, prise au 2nd semestre 2022, de prioriser le transport de la houille.

- maritime

Avec 81 Mt, **le port de Gdańsk s'est classé 9^{ème} en Europe** en termes de volume transbordé en 2023, devant Amsterdam, Valence et Marseille. C'est la première fois dans l'histoire que Gdansk se place parmi les dix plus grands ports du continent. A titre de comparaison, en 2022, il se plaçait à la 13^{ème} place avec 68,2 Mt de transbordements.

- routier

Le 26 avril le vice-ministre des Infrastructures Paweł Gancarz s'est entretenu avec le secteur du transport en commun par autobus. L'objectif était de connaître leur avis sur le fonctionnement du transport en commun, et en particulier sur l'efficacité de l'aide fournie par le Fonds pour le développement du transport par autobus d'intérêt public (FRPA). Le vice-ministre estime nécessaire de réviser les dispositifs de lutte contre l'exclusion dans l'accès aux transports et les modalités d'exploitation des transports en commun, dont le fonctionnement du FRPA.

- urbain

Le Ministère des Fonds et de la Politique régionale et la Banque de l'économie nationale (BGK) ont signé un accord pour financer à hauteur de **8,9 Mds€ d'investissements verts dans les villes**, dans le cadre du Mécanisme de transformation verte des villes et sur la base de la partie prêts du PNRR. Des fonds seront disponibles pour le verdissement des espaces urbains, le développement d'une flotte de transports publics sans émissions (y compris, par exemple, la construction de voies de tramway), la modernisation thermique et la transformation énergétique (ex : production d'énergies renouvelables par les communes). L'appel à projets a débuté le 5 avril ; les collectivités locales, mais aussi les clusters énergétiques, les coopératives énergétiques et les entrepreneurs peuvent participer au programme.

Le [Centre des projets européens de transports \(CUPT\)](#) a annoncé un appel à candidatures pour la 2^{ème} édition du programme "**Transports publics à émissions nulles et faibles**" (bus). Outre les véhicules électriques, à hydrogène et au gaz, l'appel concerne également les bus hybrides et diesel. Chaque candidat peut demander une aide pour l'achat d'un nombre maximal de 15 véhicules. Le nombre total de véhicules prévus dans le cadre du concours est de 187. Le niveau maximal de financement s'élève à 95 %. Le montant disponible est de 1,4 Md PLN (320 M€).

- électromobilité

Anwim S.A. (Pologne), propriétaire du réseau des stations-service MOYA, a annoncé un appel d'offres pour la construction de stations de recharge de véhicules électriques en accès libre dans ses stations. Le projet est réalisé grâce à une subvention du Fonds National pour la Protection de l'Environnement et la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW). La stratégie d'Anwim prévoit de mettre en place plus de 4 000 bornes de recharge d'ici 2030.

Orlen VC (groupe Orlen) a investi 5 M€ dans une partie des actions d'EUROLOOP, startup polonaise ayant développé un nouveau type de stations de recharge pour véhicules électriques, déjà utilisées dans 7 pays européens. Les appareils fournissent 360 kW de courant alternatif, mais peuvent aussi interagir pour fournir jusqu'à 720 kW à un seul véhicule. L'achat s'inscrit dans la stratégie d'Orlen d'opérer 10 000 points de charge en Europe centrale en 2030.

HONGRIE

Énergie

Le Ministère de l'énergie a annoncé le **lancement d'un nouveau programme de subventions destiné à la rénovation de bâtiments construits avant 1990**. Le total des subventions distribuées sera de 108 Mds HUF (280 M€). Les ménages qui contribuent aux rénovations à hauteur de 1 M HUF (2 600 €) pourront recevoir jusqu'à 6 M HUF (16 000 €). Les travaux éligibles concernent le remplacement des portes et fenêtres, la modernisation des chauffe-eaux, des chaudières ainsi que les travaux d'isolation. **Le programme s'inscrit dans le PNRR et est préfinancé par le budget de l'Etat.**

L'Etat a transféré 63 Mds HUF (160 M€) du fonds Utility Bill Protection Fund à MVM, en guise de compensation pour les tarifs régulés du gaz et de l'électricité. Cette année, le fonds est doté de 1 300 Mds HUF (3,4 Mds€), dont 917 Mds HUF (2 Mds€) destinés aux ménages.

Le gouvernement compte réaliser d'importants investissements dans la région de la Grande Plaine méridionale, selon le ministre de la construction et des transports, Janos Lazar. Le ministre a promis des investissements évalués à plusieurs centaines de milliards de forints (plusieurs centaines de millions d'€), notamment **destinés à répondre aux besoins du fabricant chinois de véhicules électriques BYD**, qui construit actuellement une usine près de Szeged. Ces investissements devraient inclure une nouvelle route entre l'usine et l'autoroute M5, un nouveau terminal et une nouvelle connexion sur la voie de chemin de fer Budapest-Szeged, une modernisation des égouts et un approvisionnement en eau, gaz et électricité adapté.

Marton Nagy, ministre de l'économie nationale, a déclaré le 8 mai que **le gouvernement n'envisage plus d'imposer un contrôle des prix des carburants**. Selon le ministre, le prix de l'essence a diminué de 5% depuis le pic de mi-avril, et le prix du diesel a baissé de 8%.

M. Nagy a annoncé que **l'électromobilité serait un thème central de la présidence hongroise du conseil de l'UE**. Il a notamment indiqué vouloir avancer sur les questions d'infrastructure, de soutien industriel et de subventions publiques.

- gaz

Le 1^{er} mai, les stockages de gaz hongrois étaient pleins à 68%, un record pour cette période de l'année. Ces 4,5 Mds m³ représentent plus de 1,5 fois la consommation annuelle des ménages.

- énergies fossiles

MOL et la société croate de transport de pétrole JANAF ont finalisé un accord pour la livraison de 2,2 Mt de pétrole d'ici la fin de l'année. L'accord précédent avait pris fin en décembre 2023 et n'avait pas encore été prolongé. En 2023, MOL a importé 3,4 Mt de pétrole depuis la Croatie, contre 1,7 à 2 Mt en moyenne les années précédentes.

MOL pourra désormais ajuster ses prix de gros pour les carburants plus de deux fois par semaine. L'entreprise pétrolière espère ainsi davantage prendre en compte la volatilité des cours du pétrole.

MOL inaugure son usine pétrochimique de Tiszaújváros le 14 mai. Elle devait être finie en 2021 mais la pandémie a entraîné divers retards. D'un coût de 1,3 Md USD, l'usine produira 200 000 t/an de polyol, ce qui renforcera la position du groupe dans le secteur de la pétrochimie.

- énergies renouvelables

E. ON Hungaria Group va installer une centrale photovoltaïque d'une capacité de 43 MW pour BMW, à Debrecen. L'installation de la centrale devrait être complétée en novembre 2025, au moment où la nouvelle usine de BMW sera opérationnelle. 187 000 m² de panneaux seront installés sur le toit de l'usine, et 133 000 m² au sol.

Le gouvernement se donne pour objectif de doubler la consommation d'énergie géothermique d'ici 2030. La Hongrie consomme actuellement 6,4 PJ d'énergie géothermique, et il est prévu d'atteindre 8 PJ en 2026 puis 12 à 13 PJ en 2030. Cette trajectoire permettrait à la géothermie de compter pour 25 à 30% de l'énergie utilisée pour le chauffage, contre 6,5% actuellement.

Samsung est en train d'agrandir son usine de batteries située à Göd, bien que ni l'entreprise coréenne ni la municipalité ne communiquent sur ce sujet. La surface de l'usine augmentera de 43 000 m² et 4 nouvelles lignes de production viendront s'ajouter aux 12 existantes.

Environnement

MOL a inauguré une centrale de production d'hydrogène vert sur le site de sa raffinerie de Szazhalombatta, à proximité de Budapest. D'un coût estimé à 22 M€, elle dispose d'une capacité de 10 MW. L'hydrogène sera utilisé pour les besoins de la raffinerie, ce qui permettra d'économiser du gaz naturel et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Un incident s'est produit à l'usine de batteries SK On. Plusieurs employés sont tombés malades et ont dû être évacués. L'autorité de gestion des catastrophes indique ne pas avoir relevé de substances nocives au-delà des seuils autorisés.

MOHU, filiale de MOL chargée de la gestion de la collecte des déchets communaux, va lancer un réseau de points de **collecte de vêtements et textiles usagés**. L'entreprise prévoit d'ouvrir 4 500 points de collecte dans les trois prochaines années.

La Cour du district de Budapest a **suspendu le permis environnemental de l'usine de batteries Samsung SDI à Göd**, dans l'attente d'un jugement par une plus haute juridiction. Cette suspension est liée à la plainte déposée par l'association Göd-ÉRT, qui estime que l'usine ne respecte pas les standards hongrois et européens de protection de l'environnement.

Le 13 avril, la température a atteint 27,6°C à Derekegyháza, ce qui constitue un record pour cette date depuis 1906. A Budapest, la température a atteint 25,6°C, soit la plus haute température pour un 13 avril depuis 1939.

Infrastructures

- routières

Une portion de près de 20 km d'autoroute a été inaugurée dans le sud de la Hongrie. Ce segment de l'autoroute M6 connecte les villes de Boly et de Lippo et **s'inscrit dans le Trans-European Transport-Network**.

- ferroviaires

L'entreprise hongroise Petrolsped a commencé à exploiter le terminal intermodal de Szeged. Les remorques de camions venant de Roumanie et de Serbie seront ainsi expédiées par voie ferrée vers le reste de l'Europe. Rheinmetall et BYD construisent des usines à proximité de la plateforme intermodale et pourraient également en bénéficier.

Transport

- ferroviaire

MÁV compte vendre 75% de ses parts de MÁV Vagon, sa filiale en charge de la maintenance du matériel roulant et de la fabrication de certains équipements. Il est probable que l'acheteur soit Ganz-MaVag Holding.

Alstom a investi 6 Mds HUF (15,5 M€) dans son usine de Matranovak afin d'augmenter la capacité de production de 40%. Alstom a bénéficié d'une aide publique de 1,2 Mds HUF (3 M€).

Lors d'une visite en Tunisie, Peter Szijjarto a annoncé que **Ganz, le constructeur hongrois de matériel roulant, avait conclu un accord de coopération pour moderniser les transports ferroviaires tunisiens**. Des appels d'offres seront lancés prochainement.

- routier

Près de 2 500 entreprises ont candidaté au programme de subventions destiné à l'achat de véhicules électriques. Les dossiers soumis concernent l'achat de 2 300 voitures et 700 véhicules utilitaires. BYD, Tesla et Volvo sont les marques les plus représentées. Le programme est financé à hauteur de 77,5 M€ par les fonds de RePowerEU.

La filiale de gestion d'actifs de MOL a procédé à l'achat de 15% des actions de Waberer International, principal groupe hongrois de logistique.

- urbain

La flotte de vélos MOL Bubi devrait doubler d'ici janvier 2026. Le nombre de vélos atteindra alors 4 500, dont 1 000 électriques. De nouvelles stations seront installées hors du centre-ville.

- aérien

Près d'1,3 M de passagers ont transité par l'aéroport de Budapest en mars, soit 21,7% de plus que l'année dernière et 10,5% de plus qu'en 2019, année record de fréquentation. **Il est estimé que le nombre de voyageurs sera plus élevé en 2024 qu'en 2019.** En matière de fret, le volume a augmenté de près de 40% par rapport à l'année dernière. Par ailleurs, **l'aéroport de Budapest s'est vu décerner le prix du meilleur aéroport d'Europe de l'Est par Skytrax.**

EasyJet va ouvrir une ligne entre Budapest et Lyon, à partir du 21 août. Les autres destinations françaises depuis Budapest sont Paris, Nice et Marseille.

Lufthansa et BMW ont conclu un accord afin d'augmenter le nombre de places disponibles sur certains vols entre Munich et Debrecen, où l'entreprise automobile allemande construit une usine. Un Airbus A321neo de 215 places sera utilisé les lundi et vendredi, ce qui permettra à davantage d'employés du groupe de faire le trajet entre les deux villes.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

- nucléaire

La Commission européenne a approuvé l'aide d'Etat tchèque définissant le modèle de financement du projet de nouvelle centrale nucléaire de Dukovany 5, qui bénéficiera à la société de projet dédiée et filiale de CEZ Group, *Elektrárna Dukovany II* (« EDU II »). Pour garantir à l'investisseur une stabilité et une visibilité de ses revenus futurs, le modèle d'aide d'Etat recoupe plusieurs outils, notamment un prêt bonifié de l'Etat, ainsi qu'un soutien des prix via un contrat pour différence (CfD) d'une période de 40 ans. Pour ne pas donner d'avantages concurrentiels à certains consommateurs, la Tchéquie s'est engagée à réserver au moins 70% de la production au marché de l'électricité. Par ailleurs, dans le cadre de l'appel d'offres de Dukovany 5, les entreprises **EDF et KHNP (Corée du Sud) ont soumis leurs offres liantes pour la construction d'un à quatre réacteur(s).** Sur la base de l'avis que rendra CEZ d'ici mi-juin, la sélection du vainqueur par le gouvernement devrait s'effectuer durant l'été. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#); communiqué de la [Commission](#).*

Le 7 mai, le gouvernement a approuvé en Conseil des ministres un amendement à la loi sur l'énergie nucléaire (réf. 183/24). Celui-ci vise à **simplifier et rationaliser les procédures d'autorisation des nouveaux réacteurs des centrales nucléaires de Dukovany et de Temelin, ainsi que des futurs projets de petits réacteurs modulaires (SMR).**

- énergie renouvelable

Le gouvernement tchèque a approuvé une résolution qui permettra **la délimitation de « zones d'accélération des énergies renouvelables », c'est-à-dire des zones jugées préférentielles et**

prioritaires pour le développement de projets d'EnR, qui bénéficieront de procédures d'autorisation simplifiées. La mise en place de ces zones passera par la mise à jour du document cadre de la *Politique d'aménagement du territoire*, qui déterminera les emplacements à fort potentiel de production d'électricité renouvelable avec un impact minimal sur la nature. Ce choix d'emplacements s'effectuera par une procédure de concertation entre l'Etat, les régions et les municipalités. *Plus d'information : communiqué du [Ministère de l'Environnement](#)*

- gaz

L'opérateur du réseau de transport gazier **Net4Gas**, racheté par l'Etat l'an passé (via la société ČEPS), a enregistré **une perte de 1,7 Mds CZK (69 M€) en 2023** après des bénéfices de 6,2 Mds CZK (250 M€) en 2022. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jozef Sikela, ces résultats étaient attendus et s'expliquent par le non-respect par Gazprom, son principal client russe, de ses obligations contractuelles fin 2022. En conséquence, Net4Gas réclamerait 70 Mds CZK (2,8 Mds€) à Gazprom dans le cadre d'une procédure d'arbitrage. Les perspectives pour la rentabilité à long-terme de l'entreprise restent positives selon le ministre.

- charbon

La société énergétique **Northern Energy** du groupe **Sev.en Česká** (n°2 de la production d'électricité en Tchéquie) a annoncé **suspendre l'exploitation de sa mine à ciel ouvert de lignite de ČSA (Bohême du Nord)**, dont la fin d'exploitation était prévue entre 2024 et 2026. Une décision devrait être prise dans les prochains mois quant à la fermeture définitive du site. L'entreprise s'est néanmoins dite prête à redémarrer partiellement l'exploitation de la mine en cas de besoin de charbon pour la production d'électricité ou de chaleur durant la prochaine saison de chauffage. L'an dernier, le gouvernement tchèque avait déjà approuvé un plan de transformation de la mine de CSA, comprenant plusieurs projets de réhabilitation du site : lac, parc photovoltaïque, usine de traitement des eaux usées, centrale de pompage-turbinage, production d'hydrogène vert, logements.

Le groupe énergétique **EPH** du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky a publié **des résultats financiers 2023 robustes**, avec un bénéfice net de 4,7 Mds€ (+ 24 % par rapport à 2022), un EBITDA à 3,6 Mds€ et un ratio d'endettement net sur fonds propre de 1,3x. Le groupe affiche **des ambitions en matière de transition énergétique**, avec un modèle reposant sur la sortie de ses actifs charbonniers entre 2025 et 2030.

Le gouvernement a approuvé **un amendement à la loi sur le système d'échange de quotas d'émission**, transposant en grande partie les nouvelles règles européennes en la matière (SEQE1). Les recettes issues de la vente des quotas d'émission seront transférées entièrement au Fonds national pour l'environnement à partir de 2026 et financeront uniquement des projets visant à atténuer le changement climatique.

Transports et infrastructures

- ferroviaire

Chiffres du transport routier de marchandises : l'activité a poursuivi sa baisse en 2023 avec 433,7 Mt de fret, soit -8,5 % par rapport à 2022 et le plus faible volume de fret depuis 2016. Le trafic intérieur a représenté 87% du fret transporté. Le transit par le pays a augmenté de près de 64 % par rapport à 2022, pour atteindre environ 1,8 Mt. Dans l'ensemble, les marchandises transitant par la République tchèque représentaient plus de 3 % du trafic international.

Les services ferroviaires de passagers ont connu en 2023 une hausse de 10 % par rapport à 2022, pour atteindre 184,6 M de voyageurs, soit 95 % du record prépandémie de 2019 (194,2 M). La distance moyenne parcourue par les passagers a également augmenté, atteignant 56,8 km en 2023 contre 54,4 km en 2022.

Résultats 2023 de RegioJet : l'opérateur privé de transport ferroviaire et par bus a enregistré en 2023 un chiffre d'affaires record de 3,4 Mds CZK, soit 135 M€ (contre 2,8 Mds CZK – 110 M€ - en 2022). Son bénéfice brut a également été multiplié par 4 pour dépasser les 500 M CZK, soit 20 M€, contre 126 M CZK en 2022 (5 M€). En 2023, l'opérateur a transporté un total de 12 M de voyageurs (8 M dans les trains, 4 M dans les bus), soit +1 M par rapport à 2022.

Résultats 2023 de České dráhy (Chemins de fer tchèques) : le groupe a amélioré ses résultats financiers en 2023 par rapport à 2022 en enregistrant un bénéfice brut consolidé de 3,8 Mds CZK (150 M€) contre 396 M CZK (16 M€) en 2022, soit le meilleur résultat depuis 2008. Totalisant 164,4 M de voyages, l'activité du transport de passagers a réalisé en 2023 un résultat avant impôts de 623 M CZK (25 M€), contre une perte de près de 130 M CZK (5 M€) en 2022. Outre la hausse des revenus du transport de passagers, le résultat s'explique notamment par la vente de terrains appartenant au groupe et par l'expansion stratégique des activités cargo sur les marchés étrangers.

Le groupe Škoda a achevé le développement du premier train électrique tchèque. Le 15Ev3 alimenté par batterie lithium-ion est conçu pour fonctionner sous caténaire mais également sur les tronçons non électrifiés. Le train, dont la batterie permet une autonomie d'environ 80 km avec une vitesse pouvant atteindre 120 km/h, devrait d'abord être déployé dans la région de Moravie-Silésie.

- urbain

L'entreprise des transports publics de Prague (DPP) a lancé le 17 avril 2024 un appel d'offres concernant **l'automatisation de la ligne C du métro de Prague**. Celui-ci prend la forme d'un dialogue compétitif et représente une valeur de 86 Mds CZK (3,5 Mds €). Il comprend trois volets : (i) la modernisation de la ligne C (aménagement des stations, équipements de sécurité, murs de sécurité du quai, équipements du dépôt et du poste de contrôle), (ii) l'achat de 68 rames automatiques, dont 52 pour la ligne C et 16 pour la future ligne D (en chantier), et (iii) la maintenance des nouvelles rames (pendant 35 ans) et du système de transport. Le contrat avec le fournisseur sera signé en octobre 2025. Les rames devront être livrées et opérationnelles après 2029.

- aérien

Les actionnaires du principal groupe aérien tchèque **Smartwings (dont Czech Airlines)** s'adressent à de potentiels partenaires parmi les compagnies aériennes étrangères pour vendre le groupe ou une partie de celui-ci. La presse mentionne l'intérêt d'*Eurowings*, de *LOT Polish Airlines*, de *SunExpress* ou à nouveau d'*Israir*.

- routier

Le bureau d'études *Mott MacDonalds CZ* a remporté un contrat d'étude de faisabilité auprès de la Direction des routes et des autoroutes visant à démontrer la pertinence du modèle PPP pour trois projets autoroutiers : l'achèvement de la partie nord (30 km) du périphérique de Prague (D0), des tronçons de 65 km de l'autoroute **D3** (Prague-Ceske Budejovice) en Bohême centrale et de 37,4 km de l'autoroute **D55** (Bzenec-Břeclav). L'étude devrait être achevée d'ici fin 2024.

Mott MacDonalds fait partie du groupement réunissant *White & Case*, *PricewaterhouseCoopers Česká republika*, *SIEBERT + TALAŠ*. Ce groupement a remporté le contrat de conseil concernant la réalisation du cahier des charges du projet PPP portant sur le tronçon de 35 km de l'autoroute D35. Il fournit ainsi des prestations de conseils juridiques, financiers, économiques et techniques.

Financements européens

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce a lancé **un appel à subventions d'un montant total de 5 Mds CZK (200 M€) afin de financer les projets d'économie d'énergie des entreprises** (OP TAK), tels que l'installation de panneaux solaires, la modernisation des systèmes de chauffage ou l'équipement de systèmes de collecte des eaux de pluie par exemple. *Plus d'informations* : [programme opérationnel technologie et compétitivité](#)

Dans le cadre du Fonds européen d'investissement (FEI), la société d'investissement *Tensor Ventures* a été sélectionnée pour être le gestionnaire d'un fonds de capital-risque issu du PNRR. D'une taille modeste de 50 M€ (dont 20 M€ du PNRR et le reste d'investisseurs privés), ce fonds se concentrera sur le financement de startups numériques en phase d'amorçage.

SLOVAQUIE

Guerre en Ukraine

L'interconnexion gazière entre la Slovaquie et la Pologne a été ouverte en 2022, mais la principale société de gaz slovaque, SPP, rencontre des difficultés pour se procurer du gaz en Pologne. En effet, le PDG de SPP estime que l'obtention d'une licence pour l'achat de gaz via le terminal GNL de Swinoujscie en Pologne est un processus administratif complexe.

Le 11 avril, les gouvernements slovaque et ukrainien se sont réunis lors d'un conseil commun des ministres à Michalovce. Les problématiques traitées ont été : la ligne ferroviaire Kiev – Kosice (cf. veille de mars), la rénovation de l'interconnexion électrique, la diversification du combustible nucléaire et la modernisation du passage transfrontalier à Vysne Nemecke.

Énergie

- électricité

Slovenske elektrarne a réalisé en 2023 un profit record (559 M€) après une perte historique de en 2022 (-255 M€). Cette excellente performance résulte de la production record d'électricité d'origine nucléaire, avec notamment le début de production du 5^{ème} réacteur slovaque. Par ailleurs les pluies ont permis une meilleure production à partir des centrales hydroélectriques. L'entreprise se félicite également de sa stratégie de vente d'électricité sur 3 années. Grâce à cette performance financière, l'endettement a diminué de 139 M€ pour atteindre 4,1 Mds€. En 2023, Slovenske elektrarne a investi 253 M€, notamment dans la finalisation des travaux de construction des deux réacteurs nucléaires de Mochovce.

En 2023, Slovenske elektrarne a produit 21659 GWh d'électricité. Après déduction de sa propre consommation, Slovenske elektrarne a fourni au réseau 19 570 GWh. La production de ses réacteurs nucléaires s'est élevée à 18 344 GWh dont 16 957 GWh ont été fournis au réseau, soit 86,6 % des livraisons. Les centrales hydroélectriques ont fourni 1,9 TWh d'électricité ce qui représente 9,7 % des livraisons au réseau. En 2023, 96,5 % de l'électricité produite étaient sans émission de CO₂.

- gaz

L'entreprise publique chargée du transit du gaz, Eustream (contrôlée par le groupe tchèque EPH), a réalisé sa pire année comptable (1^{er} août 2022 – 31 juillet 2023) du fait de la guerre en Ukraine. Son CA a atteint 226,5 M€ en 2023, en chute de 60,5 % en g.a. La baisse est continue depuis 2019 où il avait atteint 793 M€. En outre, après des années de profits considérables (387 M€ en 2019 et 360 M€ en 2020), Eustream a enregistré l'année dernière sa première perte, à hauteur de 12,6 M€. Pendant l'année comptable, 16,97 Mds m³ de gaz ont été transportés, soit -52,4 % en g.a., loin des performances de 60 Mds m³ des années 2016-2020 ou de sa capacité de 90 Mds m³.

- énergie renouvelable

Début mai, l'Association slovaque de l'industrie photovoltaïque (SAPI) a alerté sur la hausse attendue de 233% du tarif pour le raccordement au réseau (« composante G »), ce qui rendrait les centrales d'énergie renouvelable non rentables. D'après SAPI, ce projet de l'Autorité de régulation mettrait en perte beaucoup de centrales hydroélectriques, photovoltaïques, éoliennes et de biogaz, qu'elles soient existantes ou en projet. SAPI déplore que l'Autorité de régulation n'ait réalisé aucune étude d'impact. L'Association slovaque de l'hydrogène, NVAS, s'est jointe à l'initiative de SAPI, soulignant que la production d'hydrogène vert à partir du solaire est aussi menacée. Selon ses calculs, pour une centrale photovoltaïque d'une capacité annuelle de production 1300 MW, le seul raccordement s'élèverait à 33 % du CA théorique.

Le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, a lancé début avril un appel d'offres sur le choix d'un fournisseur pour un parc photovoltaïque d'une puissance de 10 MW sur le site de son ancienne centrale thermique à Novaky. Le projet s'élève à 11 M€ et les intéressés peuvent répondre jusqu'au 31 mai. Il devrait être en partie financé par le Fonds européen pour une transformation juste puisqu'il s'agit d'une zone minière en reconversion. Appel d'offres : <https://ted.europa.eu/en/notice/-/detail/249754-2024>

Fin mars, l'entreprise publique **Vodohospodarska vystavba** (« ouvrages hydrauliques », sous tutelle du Ministère de l'Environnement) a **prolongé de deux mois son appel d'offres concernant la modernisation des turbines de la centrale hydroélectrique de Gabčíkovo sur le Danube**. En opération depuis 1992, elle est dotée d'une puissance installée de 720 MW et de huit turbogénérateurs. La valeur estimée de ce marché s'élève à 350 M€ et les intéressés peuvent envoyer leurs offres désormais jusqu'à 11 juin 2024. *Appel d'offres*: <https://ted.europa.eu/en/notice/-/detail/187370-2024>

Transport

- routier

Début mai, le Ministère des Transports a lancé un appel d'offres portant sur des services de conseil relatifs à la conception des réparations, reconstructions et constructions des ponts des routes nationales. La valeur estimée de ce marché est de 7,8 M€. La date limite de réception des offres est le 1^{er} juillet 2024. *Appel d'offres*: <https://ted.europa.eu/en/notice/-/detail/262833-2024>

La Société nationale des autoroutes a signé le contrat relatif au système informatique du péage électronique avec la société CzechToll, société sœur de l'actuel opérateur du système SkyToll. Le contrat s'élève à 13,8 M€ et le système devrait être délivré dans 13 mois. En outre, la Société nationale des autoroutes a clôturé l'appel d'offres sur les services de péage. Ce contrat de 28,7 M€ devrait être signé également avec CzechToll.

- ferroviaire

Železnice Slovenskej republiky, la société publique chargée des infrastructures ferroviaires, a réalisé un profit de 2,1 M€ en 2023 après une perte de 78 M€ en 2022. En effet, en 2022, ZSR avait dépensé 54 M€ au titre des charges environnementales et avait également été affectée par la hausse des prix de l'électricité. Ainsi, en 2023, les coûts se sont établis à 639 M€, en baisse de 9,1 % tandis que les revenus ont atteint 641 M€, en hausse de 2,6 M€. Les revenus ont également bénéficié de l'augmentation du transfert public pour l'opération des infrastructures qui est passé de 376 M€ en 2022 à 414 M€ en 2023.

- aérien

L'aéroport de Bratislava a réalisé une année record avec un CA de 32 M€ en 2023, en hausse de 34,4 % en g.a et supérieur à celui de 2019 (26,6 M€). Pour autant, il est resté en perte (3,9 M€ en 2023). Le nombre de passagers s'est élevé à 1,8 M, en hausse de 29 %, mais inférieur à l'année 2019 (2,3 M). La hausse du CA découle de l'augmentation des tarifs aéroportuaires et des recettes de parking. Les pertes successives résultent des amortissements élevés (12 M €/an) avec notamment le financement des investissements nécessaires à la reconstruction de l'aéroport en 2012. L'aéroport de Bratislava est détenu à 100 % par le Ministère des Transports, qui exclut toute privatisation, mais reste ouvert à une concession sous forme de PPP.

Le deuxième aéroport du pays, Kosice, privatisé en 2006 (66 % détenus par l'aéroport de Vienne), a transporté 625 000 passagers en 2023, en hausse de 15 % en g.a. Néanmoins, son CA a baissé de 13,7 % pour s'établir à 16 M€. Cela est lié en particulier à la baisse des ventes de combustible. Malgré cette contraction du CA, l'aéroport de Kosice a réalisé un profit de 1,5 M€ après 2 M€ en 2022.

Les autres aéroports slovaques sont considérablement plus petits. L'aéroport de Poprad a été fréquenté par 72 000 passagers, en hausse de 28 % en g.a. Le CA a atteint 2,4 M€ (+10 % en g.a.), et la perte s'est établie à 0,58 M€. L'aéroport de Piešťany a atteint un CA de 1,9 M€ (+65,5 %) et une perte de 0,15 M€ pour un total de 27 000 passagers.

Environnement

En avril, le conseil municipal de Bratislava a adopté son Plan d'action pour une énergie et un climat durables. Ce plan est le résultat de son engagement à l'égard de la Convention des maires pour le climat et l'énergie.

Il comprend **16 priorités stratégiques et 65 mesures** qui s'articulent autour de **4 objectifs stratégiques** : (1) réduire les gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030, (2) préparer Bratislava

à la neutralité climatique en 2050, (3) améliorer l'adaptation de la ville aux effets néfastes du changement climatique, (4) renforcer la coopération avec les citoyens et les entreprises.

Les mesures portent sur 6 domaines : (1) ville exemplaire, (2) valorisation des déchets, (3) mobilité durable, (4) habitants de Bratislava, (5) entreprises responsables, (6) adaptation au changement climatique.

La mairie identifie 10 mesures clefs : (1) introduction de la gestion énergétique dans les bâtiments municipaux afin d'économiser 35 % d'énergie, (2) installation de centrales photovoltaïques sur les propriétés municipales pour couvrir 20 % de la consommation d'électricité, (3) modernisation de l'éclairage public (100 % LED), (4) construction et modernisation de 10 km de tramway, (5) 400 nouvelles bornes de recharge pour véhicules électriques, (6) entreprises responsables, (7) baisser les émissions du chauffage, (8) revitalisation de 15 parcs, (9) plantation de 25 000 arbres et arbustes, (10) installation de 80 fontaines à eau potable.

En avril, l'OCDE a publié son examen environnemental de la Slovaquie. Le rapport constate la **baisse** (1) de la consommation de **matières premières**, (2) des **émissions**, (3) des **approvisionnements énergétiques** ainsi que (4) des **prélèvements d'eau douce** sur la période 2010-2019. Cependant, la **pollution de l'air** demeure un problème pour la santé, beaucoup de déchets municipaux sont mis en **décharges** et la **dépollution des zones contaminées** est lent.

Depuis 2019, le découplage entre certaines pressions environnementales et la croissance économique est moins évident. Ainsi, l'intensité énergétique de l'économie slovaque est de 40 % supérieure à la moyenne des pays européens de l'OCDE. Selon le rapport, **la Slovaquie a réalisé ses objectifs climatiques 2020** mais les projections nationales indiquent que **le pays n'est plus sur la trajectoire zéro émission nette**. La plupart des réductions des émissions d'ici 2030 devraient être réalisées par l'industrie énergétique et dans une moindre mesure par les industriels.

Le rapport met en exergue que **la protection environnementale est principalement financée par les ressources européennes (70 %)**. Dans le même temps, le rapport évoque le faible niveau de consommation des fonds européens relatifs aux infrastructures environnementales et à l'adaptation climatique. L'OCDE préconise le recours à la taxation environnementale. Selon le rapport, environ **75 % des espèces et 60 % des habitats d'importance européenne sont en médiocre ou mauvais état**. Les principales pressions sur la biodiversité sont exercées par des pratiques agricoles non durables, les espèces exotiques envahissantes, l'exploitation forestière, la fragmentation des habitats et l'imperméabilisation des sols.

Le rapport souligne qu'avec **plus de 37 % de sa superficie classée en zone protégée**, la Slovaquie a dépassé l'objectif de dédier 17 % de son territoire aux zones protégées en 2020 et 30 % en 2030. Cependant, l'OCDE relève des **problèmes de gestion** et le manque de coordination parmi les parties prenantes du fait de la multiplicité de systèmes de protection peu cohérents entre eux. Enfin, le rapport note que **la biodiversité des paysages agricoles poursuit sa régression** et que la pratique de la monoculture demeure un problème majeur. *Pour en savoir plus : https://www.minzp.sk/files/iep/analyzy/epr_final.pdf*

D'après l'OCDE, la Slovaquie est en Europe le pays qui compte **le plus d'employés travaillant sous un haut niveau de pollution** (9%, dont 14 % pour les hommes et 2 % pour les femmes).

L'Institut pour les stratégies et les analyses, unité analytique du gouvernement, a publié mi-avril un article mettant en avant que **l'air est plus pollué en Slovaquie que dans la plupart des autres Etats membres de l'UE**. La mauvaise qualité de l'air résulte principalement du **chauffage des ménages**. Les émissions des particules fines PM_{2,5} ont atteint 15,5 µm/m³ en 2020 tandis que la moyenne de l'UE était de 13,5 µm/m³. Le pays se place ainsi en 4^{ème} position de niveau d'émission le plus élevé après la Pologne, la Bulgarie et la Croatie. **Les ménages sont responsables de 82 % de cette pollution (part la plus importante de l'UE)**, les parts de l'industrie et du transport sont respectivement responsables de 7 %. En effet, l'industrie émet 0,5 kg de particules solides par habitant, ce qui est relativement peu puisque la moyenne européenne s'élève à 1,4 kg / habitant. La pollution de l'air serait la cause de 9,3 % des décès prématurés, la moyenne européenne étant de 6 %.

En 2023, la Slovaquie a importé 624 780 t de déchets, en provenance de 9 pays et surtout d'Italie. La majorité des déchets importés sont destinés à la valorisation énergétique, notamment via la cimenterie de Danucem à Rohoznik.

LITUANIE

Énergie

- éolien offshore

Le Ministère de l'Énergie a annoncé relancer un appel d'offres pour le 2^{ème} parc éolien en mer, d'une capacité de 700 MW et d'une valeur estimée à 2,4 Mds€. Le processus d'enchères initial a échoué car une seule offre a été reçue (de la compagnie publique Ignitis Renewables). Le ministre de l'Énergie, Dainius Kreivys, a insisté sur l'importance stratégique de ce projet pour l'indépendance énergétique du pays.

- énergie renouvelable

La Lituanie vise à ce que d'ici 2030 les sources d'énergie renouvelable représentent 100 % de sa consommation finale d'électricité. Le pays prévoit également de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 100 % d'ici 2050. L'électrification de l'industrie, des transports et d'autres secteurs doit doubler la consommation d'électricité pour atteindre 70 TWh en 2050.

Au 1^{er} trimestre 2024, les centrales photovoltaïques ont généré près de 10 % d'électricité en plus qu'au 1^{er} trimestre 2023. La plus forte croissance a été observée dans les régions de Vilnius et Šiauliai. En mars, les volumes d'énergie solaire ont augmenté de 20 % en g.a. Au total, le photovoltaïque avait généré 1 011 kWh en 2023.

Le plus grand parc photovoltaïque du pays a été inauguré dans la région de Moletai. D'une capacité de 100 MW, il garantira chaque année l'approvisionnement de 28 000 foyers. D'une superficie de 150 ha, il est équipé de plus de 150 000 panneaux à double face brevetés par Nordic Solar, qui génèrent de l'électricité sur chaque face. Il est connecté au réseau électrique depuis avril 2024. La Lituanie prévoit d'installer 4,1 GW d'énergie photovoltaïque d'ici 2030 et d'atteindre 9 GW d'ici 2050, contre 1,3 GW actuellement.

- hydrogène

Le gouvernement lituanien a approuvé la feuille de route du Ministère de l'Énergie pour le développement de l'hydrogène 2024-2050. Elle fixe des objectifs spécifiques jusqu'en 2030 et vise à garantir le développement efficace et coordonné de l'hydrogène jusqu'en 2050. Le ministre de l'Énergie, Dainius Kreivys, a souligné que cette feuille de route contribuerait à l'indépendance énergétique du pays et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'hydrogène est au cœur de la stratégie d'indépendance énergétique qui sera prochainement soumise au vote du Parlement.

Infrastructures

- réseau transeuropéen

Le Parlement a acté le fait que les projets d'infrastructures liés au réseau transeuropéen de transports (RTE-T) étaient désormais reconnus comme priorités nationales, ce qui permettra d'accélérer les procédures de mise en œuvre. Ces projets incluent la ligne à grande vitesse Rail Baltica et les autoroutes Via Baltica et Vilnius-Klaipėda. Le raccordement au reste de l'UE du réseau de transport lituanien, encore en partie hérité de l'époque soviétique, est une priorité stratégique pour Vilnius.

- ferroviaires

Bien qu'il n'existe pas encore d'estimation précise, il est certain que le coût du projet Rail Baltica est en train d'exploser, notamment en raison du coût des intrants à la suite de l'inflation en 2022-2023. Pour la Première ministre, sécuriser un budget adéquat est aujourd'hui le principal défi du projet ; il est donc capital de pouvoir prouver sa maturité lors des futures négociations avec la Commission européenne, qui le finance à environ 80%. La PM précise par ailleurs que les rails à écartement européen constituent le cœur de Rail Baltica, davantage que les gares et autres projets annexes. Elle a également exprimé des regrets sur le retard pris sur certaines étapes importantes comme le design.

Transport

- ferroviaire

La compagnie de chemins de fer LTG a annoncé avoir achevé les **travaux d'adaptation du terminal intermodal de Vilnius**, désormais capable de prendre en charge les **cargaisons de l'OTAN**. En particulier, LTG prendra en charge une partie des cargaisons de la base militaire de Pabrade, à 50 km de Vilnius (ce matériel était auparavant exclusivement transporté par la route). LTG va continuer d'adapter son infrastructure pour un double-usage civil et militaire.

Environnement

Fin avril, **Klaipėda** a annoncé qu'il devenait officiellement le **1^{er} port balte** et l'un des 35 ports européens certifiés par le **Port environmental review system (PERS)**. Valable pour deux ans, cette certification est la consécration des efforts déployés depuis 2020 pour la transition énergétique et la préservation de l'environnement. En 2023, le port s'est fixé 34 objectifs de réduction de son empreinte environnementale ; il mesurera ses progrès tous les deux ans.

LETTONIE

Énergie

- énergies renouvelables

La société française spécialisée dans la conception de bases éoliennes terrestres, **CTE Wind International**, a annoncé **s'installer en Lettonie pour reprendre les activités de l'entreprise finlandaise Peikko**. Cette décision devrait permettre à l'entreprise de participer plus activement à des projets de parcs éoliens en Lettonie et dans d'autres pays de la région de la mer Baltique.

Afin de créer de la valeur ajoutée pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable, des entreprises norvégiennes, suédoises et lettones ont créé l'équipe projet **« CIS Liepāja »**, dont l'objectif est de créer un complexe d'énergie renouvelable avec un terminal **« Power to X »** dans le port de Liepāja d'ici 2030. L'investissement total prévu pour l'implantation d'une usine et d'un terminal dans la zone portuaire pourrait atteindre 1 Md €. Une centrale d'une capacité de 1 GW est prévue, permettant de produire environ 150 000t d'hydrogène. Ce projet permettra de créer au moins 80 à 100 nouveaux emplois pour des spécialistes hautement qualifiés. *Plus d'informations : [Far-reaching plans to build a renewable energy complex with a terminal in the Port of Liepaja](#) » [SEZ \(liepaja-sez.lv\)](#)*

Transport

La diminution du trafic de produits énergétiques continue d'impacter le chiffre d'affaires des ports et des chemins de fer lettons au 1^{er} trimestre 2024. Le volume de charbon transporté par les ports a baissé de plus de 68% en g.a., tandis que celui de produits pétroliers a baissé de 43%. En revanche, le fret portuaire de copeaux de bois a progressé de 56,4% et celui de céréales de presque 26%. Les volumes de transport de marchandises par rail ont baissé de 25,6% et n'ont atteint que 3,24 Mt. Le fret en transit a représenté 2,44 Mt, soit - 32%. Le transport de fret ferroviaire national a affiché une légère hausse (+4,7%).

- maritime

L'autorité du **port franc de Riga**, en collaboration avec l'Agence d'investissement et de tourisme de Riga, le terminal Ro-Pax et l'Agence de croisière de Riga, a participé à la plus grande exposition internationale sur le **tourisme de croisière**. Les chiffres des ventes de croisières montrent que **la route de la mer Baltique est très demandée** et plusieurs nouveaux croisiéristes américains (« Princess Cruises », « Carnival Cruise Line », « Ritz-Carlton Yacht Collection »), ainsi que les navires « Explora Journeys » et « Silversea Cruises », pourraient entrer dans le port de Riga au cours des prochaines années. Au total, 67 navires de croisière sont attendus dans la capitale cette année. *Plus d'informations : [American cruise travelers return to the Baltic Sea / Freeport of Riga Authority \(rop.lv\)](#)*

Le port de Riga, ainsi que cinq autres ports européens, ont signé un protocole d'accord avec X-Press Feeders - plus grande compagnie indépendante de transport maritime de conteneurs

au monde - sur la création de deux corridors maritimes verts et sur la décarbonation du transport maritime en Scandinavie et en mer Baltique. Il s'agira des premières routes maritimes régulières en Europe pour les navires propulsés au méthanol vert. La mise en service des lignes est prévue pour le troisième trimestre 2024. *Plus d'informations : [The Port of Riga is included into X-Press Feeders green shipping corridor | Freeport of Riga Authority \(rop.lv\)](#)*

- aérien

Au 1^{er} trimestre 2024 la compagnie aérienne AirBaltic a transporté 926 400 passagers, soit +20% par rapport au 1^{er} trimestre 2023. Le nombre de vols assurés par AirBaltic a progressé de 11% (9 600). La compagnie envisage de lancer cette année 18 nouvelles lignes, dont 8 au départ de Riga, 5 depuis Vilnius, 4 depuis Tallinn et 1 depuis Tampere. Le CA de la compagnie a atteint 132,3 M€ au 1^{er} trimestre, ce qui représente une augmentation de 26% par rapport à 2023.

ESTONIE

Énergie

Le projet de loi approuvant la **suspension des procédures d'octroi de nouveaux permis d'exploitation de schiste bitumineux jusqu'à fin 2025**, date à laquelle la Loi sur le climat sera révisée, a été transmis au Parlement (Riigikogu) pour discussion. La suspension de la procédure d'octroi de permis **ne limitera pas les activités actuelles des entreprises de schiste bitumineux – ni les permis d'exploitation en cours de validation.** Selon le Ministère du Climat, les permis d'exploitation en cours de validité ont permis de constituer des réserves s'élevant à 247 Mt de schiste bitumineux. Avec les permis dont les demandes d'exploitation sont en cours, 680 Mt de réserves supplémentaires de schiste bitumineux pourraient être extraites – de quoi alimenter le pays en énergie jusqu'en 2050.

Conformément aux objectifs européens, **l'Estonie prévoit d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.** A l'heure actuelle, **45% des émissions de gaz à effet de serre proviennent de l'industrie du schiste bitumineux.**

- énergies renouvelables

L'île de Saaremaa a rejoint l'initiative de coopération énergétique entre les îles de la mer Baltique. Cette coopération permet de partager des données énergétiques et environnementales et de développer la production et l'utilisation d'énergies renouvelables dans la région de la mer Baltique. Selon le maire de la municipalité rurale de l'île, Mikk Tuisk, **Saaremaa est la région d'Estonie qui possède le plus grand potentiel en matière d'énergies renouvelables.** D'autres îles de la mer Baltique avaient déjà rejoint l'initiative, à l'instar des îles d'Aland, Bornholm et Gotland.

- électricité

Au 1^{er} trimestre 2024, les centrales ont produit 791 GWh d'électricité renouvelable, soit 17% de plus qu'au 1^{er} trimestre 2023. **L'électricité issue de sources renouvelables a représenté plus de la moitié de la production** selon l'opérateur du système de transmission (TSO) Elering, contre 45% l'année dernière, et **30% de la consommation.** Cette augmentation est due à l'augmentation de l'électricité produite à partir des énergies solaire, éolienne et de la biomasse.

Transport et infrastructures

- cyclables

Respectivement 2^{ème} et 3^{ème} villes du pays, **Tartu et Pärnu se verront allouer 14 et 12 M€ par l'Union européenne pour la construction de pistes cyclables.** Avec les fonds apportés par les villes, ce sont environ 37 M€ qui seront investis pour rendre la mobilité plus durable. Ce projet sera mis en place entre 2024 et 2029. Cette initiative prévoit également un **soutien financier à la ville de Tallinn** pour le développement d'un réseau de pistes cyclables. La décision sur les projets financés pour Tallinn est attendue au plus tard cet été.

Un financement européen est également prévu pour les constructions liées aux infrastructures, comme les parcs de stationnement pour vélos, les stations de gonflage et de

réparation des pneus de vélos, ou les aires de repos pour les cyclistes. Il sera mis en œuvre entre 2024 et 2029.

- routiers

Le gisement de Toolse, situé au Nord-Est du pays, sera exploré cet été pour la phosphorite et les terres rares. L'objectif est de déterminer s'il est judicieux d'exploiter ce gisement. Selon les projections du Ministère du Climat, la zone d'exploration de 1 000 ha pourrait contenir 16 Mt de phosphorite à une profondeur de 20 à 30m. La valeur de cette quantité de phosphorite, y compris les terres rares qu'elle contient, s'élève actuellement à environ 5,6 Mds€ sur le marché mondial. L'exploration de la phosphorite en Estonie est favorisée, entre autres, par la demande croissante de terres rares. Le Service géologique est tenu de présenter au gouvernement un rapport sur la recherche de phosphorite d'ici fin 2025.

Skeleton Technologies, qui développe des batteries électriques destinées au secteur automobile et aux applications industrielles, **a annoncé son expansion en France** lors du sommet Choose France le lundi 13 mai. L'entreprise prévoit d'**investir 600 M€** en R&D ainsi que dans la production de superbatteries d'ici 5 ans. Il s'agit du **plus grand investissement jamais entrepris par une entreprise estonienne en France**. L'usine de production et le centre de R&D, tous deux situés dans la région Occitanie, permettraient de créer 300 emplois. Skeleton Technologies prévoit d'ouvrir son centre de R&D dès la fin de l'année à Toulouse, tandis que l'usine de production de superbatteries devrait être opérationnelle en 2027. Skeleton Technologies, fondée en 2009 à Tartu, a ouvert sa 1^{ère} usine en Allemagne, près de Dresde, il y a 7 ans. **L'usine en France sera le plus grand site de production de Skeleton.**

Agenda

23 mai 2024	Energy forum – ENERGY FORUM , à Vilnius
22-24 mai 2024	Forum économique franco-balte, Riga et Vilnius
4-6 juin 2024	Conférence de l'association polonaise de l'éolien PWEA , à Swinoujscie
10-13 juin 2024	French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
17-18 juin 2024	OSE Gdansk , sommet polonais de l'énergie, à Gdansk
20-21 juin 2024	Conférence « Circular Economy in Practice » , à Ostrava
16-17 septembre 2024	20th International Scientific Conference Euro-Trans 2024 , à Varsovie
25-26 septembre 2024	Xème congrès énergétique DISE , à Wroclaw
7-8 octobre 2024	Congrès national sur la politique urbaine et régionale , à Cracovie
24 octobre 2024	Conférence annuelle Eco-Miasto, Varsovie
1^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence hongroise du conseil de l'UE</i>
1^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr